



L.W. et RTL

A
Monseigneur Jean Hengen
évêque de
Luxembourg

Luxembourg, le 20 mai 1981

Monseigneur,

Plusieurs journaux luxembourgeois ont fait état de l'intention du Parti Chrétien-Social de proposer la nomination de l'abbé A. Heiderscheid au poste

qui revient à ce parti au sein du conseil d'administration de la Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion.

Les mêmes journaux ainsi que les députés du POSL à la Chambre des Députés ont exprimé leur vive inquiétude face à cette éventuelle nomination. La présence du directeur du plus grand quotidien luxembourgeois au sein dudit conseil d'administration présente à leurs yeux un risque pour la pluralité d'opinion chez RTL et partant pour la liberté de presse et la démocratie au Luxembourg.

suite p. 25

Sans se méprendre sur les arrières-pensées politiques qui peuvent être sous-jacentes à ces critiques, sans méconnaître aussi les éminents services pour lesquels le PCS voudrait remercier ainsi l'abbé A. Heiderscheid, la rédaction de "forum" voudrait attirer votre attention sur les considérations suivantes qui se veulent inspirées par l'unique souci de la crédibilité de l'Eglise du Luxembourg.

Dans son commentaire (c) du paragraphe du texte "Glaube und Politik" (KA 108 (1978), pp. 106s.) le synode diocésain en est venu à la conclusion suivante: "(...) Die Kirche ist für alle Menschen da. (...) Ohne die persönliche Meinungsfreiheit der Priester zu schmälern, möchte man daher den Wunsch ausdrücken, dass diese sich von einem aktiven, besonders parteipolitischen Einsatz fernhalten und auch in dieser Beziehung in ihren öffentlichen Meinungsäußerungen Zurückhaltung üben. Ein solches Engagement wäre nämlich geeignet, nicht nur zu einer Polarisierung (...) der Gegensätze in der Gesellschaft beizutragen, sondern sogar Spannungen in die eigene christliche Gemeinschaft hineinzutragen." Vous aviez vous-même décidé, quelques années auparavant, de mettre fin à la fonction d'un conseiller théologique auprès du PCS afin de contribuer à faire cesser le déplorable amalgame qui était opéré entre PCS et Eglise catholique.

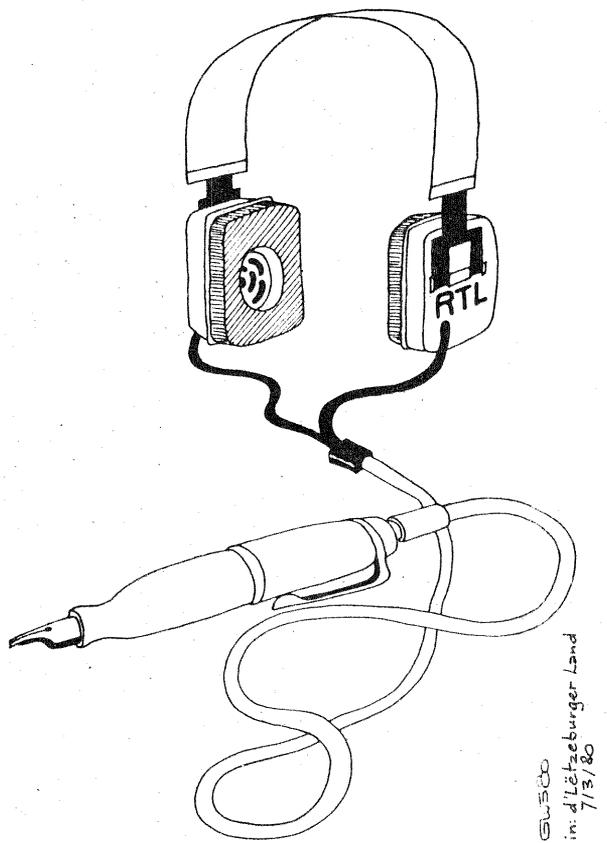
Or, il nous semble que la proposition du PCS de nommer l'abbé A. Heiderscheid comme son représentant officiel au conseil d'administration de la CLT reviendrait plutôt à promouvoir de nouveau l'ancienne identification entre Eglise et parti que le synode aussi bien que vous-même se sont attachés à dissoudre, au moins dans sa forme institutionnalisée, ainsi que celle entre "Luxemburger Wort" et PCS, identification que les éditorialistes du L.W. eux-mêmes, et y compris l'abbé Heiderscheid, ne cessent de nier.

Le même synode s'est élevé dans sa déclaration sur "Die sozialen Kommunikationsmittel" dans la recommandation I, para. 5 et 11, contre des liens trop étroits entre le "Luxemburger Wort" et n'importe quel parti politique (KA 109 (1979), pp. 179 ss.).

Dans ce même texte le synode s'est élevé contre les abus qui risquent de résulter - au niveau moral, politique ou purement économique - de toute position de monopole sur le marché de la presse, et notamment dans le domaine de la radio et de la télévision (para. 6-8, 17; op. cit., pp. 168-170, 176 s.). Ainsi le synode affirme: "Die Funktion der Meinungsbildung seitens der SKM darf sich nur unter dem Zeichen der (...) Freiheit vollziehen. Das führt zu einem natürlichen und legitimen Meinungspluralismus innerhalb der in freier Konkurrenz zueinander stehenden Medien. Typisch für diese Situation ist die Vielfalt der Presseorgane, die gerade aus diesem Grund zu bejahen und zu schützen ist"

(para. 5e). Et à propos de la radio-télévision: "Auf Grund seiner Monopolsituation fällt RTL eine äußerst verantwortungsvolle Rolle zu. Die Redaktion muss deswegen mit besonderer Sorgfalt den politischen und weltanschaulichen Pluralismus der Bevölkerung respektieren (...)" (para. 17).

Or, sans aucunement mettre en doute l'intégrité morale de l'abbé A. Heiderscheid, la nomination du directeur du "Luxemburger Wort" au conseil d'administration de la CLT pourrait en effet mettre en question "la libre compétition entre les médias" et il nous semble que sa conviction ultraconservatrice indubitable présente un risque pour le pluralisme des opinions à RTL, si elle réussit à s'imposer à



la commission des programmes. En outre, nous nous demandons si l'Eglise aurait vraiment avantage à chercher à prendre pied en ce moment dans les organes dirigeants de la CLT alors qu'elle a sagement renoncé au cours des années 1930 à toute participation financière dans cette société pour ne pas s'exposer au reproche de vouloir contrôler tous les moyens sociaux de communication. Et encore, à l'époque, le "Luxemburger Wort" aussi bien que RTL étaient loin d'occuper la place qu'ils ont actuellement sur le marché de l'information à Luxembourg.

Pour toutes ces raisons, nous vous prions, Monseigneur, de bien vouloir intervenir auprès du PCS aussi bien que de l'abbé A. Heiderscheid dont vous êtes le supérieur hiérarchique, en tant qu'évêque aussi bien qu'en tant que principal actionnaire de la S.A. Saint-Paul afin qu'ils renoncent au projet susdit qui risque, à nos yeux, de remettre en cause l'indépendance politique de l'Eglise ainsi que son soutien au principe de la liberté et du pluralisme sur le marché de la presse. Sa crédibilité aux yeux de l'opinion publique ne pourrait qu'en pâtir.

En espérant que vous comprendrez nos préoccupations, nous vous prions de croire, Monseigneur, à l'expression de nos sentiments les plus sincères.

Au nom de la rédaction

H. Hausemer M. Pauly C. Staudt-Blanche

A notre grand étonnement, Monseigneur l'évêque n'a pas répondu à notre lettre. D'autre part, nous savons de source sûre que notre protestation n'était pas la seule qu'il ait reçue, et que surtout dans le clergé de sérieux remous se sont fait sentir à l'occasion de la nomination susmentionnée.